

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/174

9 avril 2001

(01-1791)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

Original: anglais

## SIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 22-23 MARS 2001

### Déclarations de la Hongrie

#### **G/AG/NG/W/104 (Proposition du MERCOSUR, de la Bolivie, du Chili et de la Colombie)**

La Hongrie partage le point de vue exprimé dans la proposition susmentionnée, selon lequel les disciplines actuelles concernant les entreprises commerciales d'État ne permettent pas de garantir que les achats et les ventes de ces entreprises sont effectués en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial comme l'exige l'article XVII du GATT. Cette situation est particulièrement préoccupante dans le cadre du processus de réforme de l'agriculture, étant donné qu'il est plutôt facile, grâce aux activités de ces entreprises, de contourner les engagements pris dans le domaine de l'accès aux marchés et de la concurrence à l'exportation. De ce fait, il semble nécessaire de revoir les règles actuelles qui régissent les entreprises commerciales d'État, sans se limiter à celles qui bénéficient de droits monopolistiques à l'importation/exportation. Dans le même temps, nous estimons que cette révision devrait être axée sur les entreprises qui jouissent exactement de ce type de privilèges spéciaux. En effet, ce sont elles qui, pour des raisons manifestes, sont les plus susceptibles de fausser les échanges, alors même que la nécessité de ce type de privilèges semble plutôt difficile à justifier.

#### **G/AG/NG/W/139 (Proposition du MERCOSUR, de la Bolivie, du Chili, du Costa Rica, du Guatemala, de l'Inde et de la Malaisie)**

Étant donné que la Hongrie compte parmi le grand nombre de Membres qui estiment que les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance à l'exportation pour les produits agricoles doivent être assujettis à une discipline multilatérale concrète dans les meilleurs délais et, à l'intérieur de ce cadre, être traités de la même manière que d'autres formes d'aide à l'exportation, nous tenons à marquer notre soutien à cette proposition.

---